

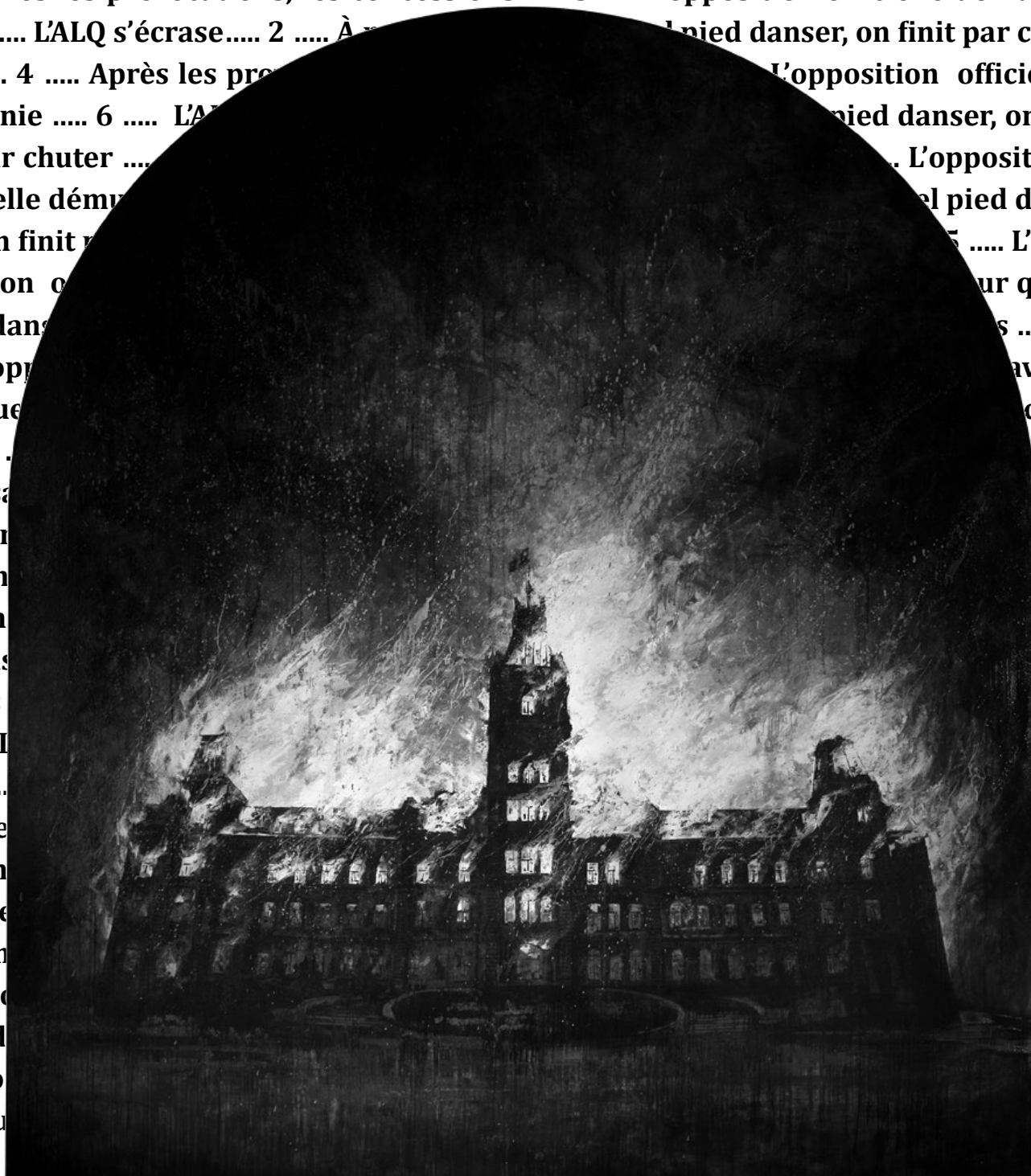


Vox Populi

La parole au citoyen

■ VOL XXV / No. 2, mercredi le 11 janvier 2017

L'ALQ s'écroule..... 2 À ne plus savoir sur quel pied danser, on finit par chuter 4
..... Après les provocations, les concessions 5 L'opposition officielle démunie
..... 6 L'ALQ s'écroule..... 2 À ne plus savoir sur quel pied danser, on finit par chu-
ter 4 Après les pro L'opposition officielle
démunie 6 L'ALQ s'écroule..... 2 À ne plus savoir sur quel pied danser, on fi-
nit par chuter 4 L'opposition
officielle démunie 6 À ne plus savoir sur quel pied dan-
ser, on finit 5 L'op-
position o sur quel
pied dans 5
..... L'opp avoir
sur que ces-
sions ne
plus sa ns,
les cor 2
..... À n vo-
cation LQ
s'écroul
Après
6 L
..... 4 dé-
munie nit
par ch of-
ficielle an-
ser, on op-
positio quel
pied d 5
..... L'o voir
sur qu ces-



© Martin Bureau, Peintre

L'ALQ s'écrase : la bête mange dans la main du gouvernement



Antoine Fontaine-Asselin

Journaliste

« On nous donne un petit bonbon pour essayer d'acheter notre vote, mais ce n'est clairement pas assez. [...] Si [la première ministre] continue dans cette lancée-là au niveau des droits individuels, on va devoir s'opposer clairement », a affirmé Laurent Charbonneau avant de conclure une alliance avec le gouvernement le même soir.

Le discours exposant les principaux axes d'action du gouvernement prononcé hier par la première ministre, Mme Lindsay Jean, a fait fortement réagir M. Laurent Charbonneau, chef de l'Alliance libérale du Québec.

Quelques heures avant la miraculeuse signature d'un contrat d'entente, le chef de la deuxième opposition s'était pourtant montré très clair : il dé-

plore la piètre écoute de la première ministre. En effet, lors d'une entrevue exclusive, le chef de la deuxième opposition a laissé transparaître un sentiment de déception et de perte de confiance envers le gouvernement. Il s'est même permis de qualifier d'« arriérées » certaines mesures proposées par le gouvernement, notamment par rapport à l'exploitation du pétrole.

En matière de liberté individuelle, M. Charbonneau trouvait insensée la création d'une escouade antiterroriste, tout comme la création de vigiles citoyens, qu'il juge « excessifs » et « non sécuritaires ». Il a renchéri en mentionnant que

l'ajout de contraintes pour l'obtention de l'aide sociale rentre directement en opposition avec sa ligne de parti et que les citoyens ont besoin d'aide proactive afin de se réorienter sur le marché du travail.

Dans un autre ordre d'idées, le politicien a affirmé que son parti est ouvert au financement des programmes de recherche dans le domaine de l'éducation par les entreprises privées, en autant que le parti de Mme Jean soit ouvert à la négociation et à la collaboration.

Toujours dans le domaine de l'éducation, M. Charbonneau a mentionné qu'il reste ouvert à la possibilité d'abolir les commissions scolaires, mais seule-



ment si le peuple québécois exprime une forte inclinaison en ce sens.

« Les services à domicile, c'est très beau comme idée, [...] mais réglons nos problèmes actuels avant »

Laurent Charbonneau

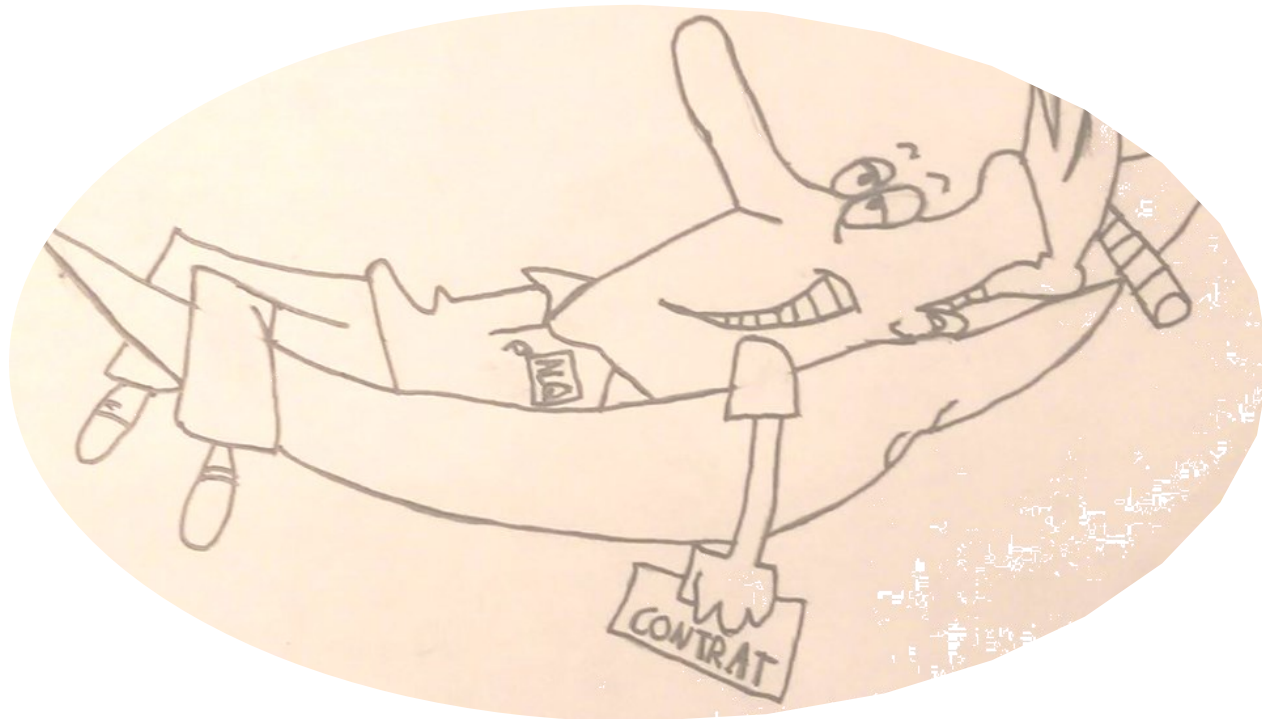
Ensuite, dans le domaine de la santé, le chef de la deuxième opposition a énoncé que « les services à domicile, c'est très beau comme idée, [...] mais réglons nos

problèmes actuels avant », critiquant du même coup les orientations du gouvernement. Pour ce faire, il a proposé une privatisation partielle des soins de santé afin de désengorger les hôpitaux, tout en continuant d'investir dans le secteur public et en créant Pharma Québec afin de réduire les coûts liés aux médicaments.

Malgré son attitude dénonciatrice durant l'entrevue, M. Charbonneau semble s'être finalement écrasé devant le parti au pouvoir. En effet, il est arrivé hier soir devant les journalistes avec un contrat en main. La teneur dudit contrat? À peine quelques concessions, des miettes qui semblent pourtant plus alléchantes que son intégrité. La création d'une réserve naturelle, plus de profilage

politique et plus de privatisation d'Hydro-Québec. Le prix? L'ALQ retire sa motion de censure, s'abstient de soutenir une possible mention de censure de l'opposition officielle et promet de ne pas s'opposer au gouvernement sur l'énoncé budgétaire.

En d'autres mots, le parti de l'Alliance libérale du Québec s'est vendu pour une poignée d'arbres et le poste de ministre d'un nouveau ministère en charge des PME. Il semble donc que la collaboration n'était pas impossible au final, surtout lorsqu'un parti n'hésite pas à retourner sa veste pour un oui et pour un non.



À ne plus savoir sur quel pied danser, on finit par chuter



**Mathilde
Labonté-
Cloutier**
Éditorialiste

Hier matin, le chef du 2^e groupe d'opposition, M. Charbonneau, affirmait qu'une entente entre son parti et le parti au pouvoir, les Forces conservatrices du Québec, serait impossible. En effet, les idéologies de ces deux partis seraient trop éloignées sur le spectre politique. Hier soir, à peine quelques heures plus tard, l'équipe du Vox Populi apprenait qu'un contrat qualifié d'« historique » avait vu le jour entre ces deux partis.

Que s'est-il passé au sein de l'Alliance libérale du Québec (ALQ) pour en arriver à un tel revirement de situation ? Serait-ce un dégonflement « historique » de la part du deuxième groupe d'opposition ? Il semble clair que l'ALQ qui, seulement hier, avait une vision précise, engagée et progressiste pour le Québec s'est fait flouer par le gouvernement.

Lors de la session inaugurale, la première ministre a prononcé un discours d'ouverture avec l'assu-

rance d'un gouvernement majoritaire. Un discours extrême contenant une multitude de demandes surréalistes. Avec son contrat, le gouvernement a semblé faire des concessions extraordinaires alors qu'il n'a reculé que très peu sur ses propos. L'ALQ s'est laissé séduire par cette « modération », mais les propositions conservatrices qui perdurent sont plus que nombreuses.

L'ALQ a-t-elle fait une croix sur certaines idées qui semblait lui tenir tant à cœur il y a si peu de temps ?

**Mathilde
Labonté-Cloutier**

L'ALQ a-t-elle fait une croix sur certaines idées qui semblait lui tenir tant à cœur il y a si peu de temps ? Par exemple, le gouvernement semble avoir convaincu le

deuxième groupe d'opposition que la peur du radicalisme est bel et bien légitime. Pourtant, à la conférence de presse tenue hier, le chef de l'ALQ a affirmé que le terrorisme n'était pas une véritable menace pour le Québec.

Le parti semble aussi avoir déjà oublié les mesures drastiques de coupures à l'aide sociale proposées par le gouvernement qui souhaite non seulement inciter, mais aussi contraindre les bénéficiaires d'aide sociale à intégrer le marché du travail. Qu'en est-il du « filet social » tant de fois désigné comme étant un des projets centraux du parti, par le chef, Laurent Charbonneau ?

L'ALQ, qui proposait de grandes choses pour faire du Québec une société plus moderne, cause aujourd'hui une grande déception.



Après les provocations, les concessions



Juliette Lefebvre
Journaliste



© Juliette Lefebvre, Vox Populi

Profilage politique, privatisation d'Hydro-Québec et utilisation accrue du pétrole : la première ministre Lindsay Jean a enchaîné les déclarations-chocs lors de son discours d'ouverture, suivi de peu par une entente entre son gouvernement et le deuxième parti d'opposition.

Loin du discours rassembleur et prudent auquel s'attendaient les partis d'opposition, le texte livré par la première ministre était truffé de projets inattendus. Les expressions surprises des parlementaires et de leurs accompagnateurs étaient éloquentes à ce sujet.

Sécurité

Lindsay Jean a annoncé la création d'une escouade de lutte anti-terroriste et de profilage politique pour des raisons de sécurité, ainsi que de vigiles ci-

toyennes. Les récents attentats de Paris, Berlin et Nice ont servi de justification à ce projet. Les partis d'opposition ont décrié cette mesure en la qualifiant « d'extrême ». Le gouvernement s'est finalement rétracté sur la question du profilage politique à la suite de son entente avec l'Alliance libérale du Québec (ALQ). Il n'a pas été question des vigiles citoyennes, ce qui laisse croire que ce projet, aussi mis en place durant les régimes européens de l'entre-deux-guerres, sera proposé en chambre.

«Fini le monopole absolu d'Hydro-Québec sur notre énergie»

Lindsay Jean

Ressources naturelles

«Fini le monopole absolu d'Hydro-Québec sur notre énergie», a statué la première ministre. À en croire Mme Jean, la privatisation d'Hydro-Québec est à l'agenda

Hydro-Québec
en bref



- Près de 20 000 employés dans la province
- Plus de 3000 millions de dollars versés annuellement au gouvernement du Québec en dividendes et en redevances
- Hydro-Québec investit à hauteur de 3 milliards de dollars annuellement au Québec

du gouvernement. Les chefs des groupes d'opposition se sont insurgés de cette annonce. Le chef du Parti vert l'avenir, Steve Boudreau, a dénoncé la régression qu'amènerait une telle idée. La première ministre a finalement reculé sur la question de la privatisation d'Hydro-Québec quelques heures à peine après son discours.

Les Forces conservatrices du Québec (FCQ) miseront sur l'exploitation pétrolière pour faire fleurir l'économie québécoise.

Juliette Lefebvre

Les Forces conservatrices du Québec (FCQ) miseront sur l'exploitation pétrolière pour faire fleurir l'économie québécoise. Anticosti, Old Harry et la Gaspésie devaient être les points de mire du gouvernement pour le développement de ce secteur. Les FCQ se sont finalement engagées

à faire des zones forestières de la Gaspésie une réserve naturelle protégée. Il serait pertinent d'avoir l'avis du syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie sur la question. L'entente entre les FCQ et l'ALQ ne traite pas de l'industrie de la pêche, véritable fleuron de l'économie régionale.

Dans son discours, la première ministre mentionne vouloir tirer profit des pipelines, mais elle a refusé de commenter la position de son parti quant au projet Énergie Est.

Lindsay Jean a annoncé son intention d'instaurer une taxe carbone dans la province. Les entreprises seraient ainsi incitées à réduire leur production de CO₂ en étant taxées sur la quantité qu'elles produisent. Le chef de la deuxième opposition, Laurent Charbonneau, a donné son appui à la première ministre dans ce dossier.

Éducation

L'éducation a occupé une place minime dans le discours d'ouverture de la première ministre, qui a tout de même mentionné son intention d'éliminer les commissions scolaires. Aucune précision supplémentaire n'a été apportée.

Rare point faisant l'unanimité au sein des partis : l'équilibre budgétaire annoncé par la première ministre Jean.

Reste à savoir si le gouvernement minoritaire réussira à mener à terme son mandat avec des politiques aussi impopulaires.

ÉNERGIE EST en bref

- Un oléoduc de 4600 km
- Débit estimé de 1,1 million de barils de pétrole par jour
- Le tracé de l'oléoduc passe dans des zones humides et sous des cours d'eau importants



L'opposition officielle démunie



Joanie
Journaliste

Bouchard

Une discorde s'est installée entre le gouvernement et le parti d'opposition officielle. En effet, le discours de la première ministre, qui s'est tenu hier en après-midi, a suscité plusieurs incompréhensions au sein du Parti vert l'avenir (PVA) et de l'Alliance libérale du Québec (ALQ).

Le Parti vert l'avenir se dit très déçu du discours fait par la première ministre qu'il juge incohérent. Il affirme que « plusieurs idées véhiculées dans ce discours vont à l'encontre des valeurs de [leur] parti ».

Toutefois, il est d'abord resté

vague sur la position qu'il prendrait aujourd'hui quant à l'adoption ou au refus de la politique générale du gouvernement. En outre, lors d'une brève entrevue mardi soir, Francis Laporte, adjoint au chef d'opposition, a révélé que son parti ne savait aucunement où il se dirigeait sur ce plan.

Le PVA nous assure que le gouvernement leur avait accordé des concessions lors de négociations précédentes. M. Laporte déplore que cela ne se soit malheureusement pas retrouvé dans le discours officiel. Cependant, la ministre de l'Environnement, Maxime Blais, a nié être au courant des négociations qui ont eu lieu avec le PVA.

La ministre de l'Environnement atteste également que la volonté de son parti est de «prendre [son] temps, [de] regarder chaque étape pour s'assurer que ce soit sécuritaire». Mais qu'est-ce qui est sécuritaire dans l'ex-

ploitation du sol québécois et, ainsi, de son pétrole? Steve Boudreau, chef de l'opposition officielle, insiste beaucoup sur la sécurité environnementale et il accuse la première ministre de la «risquer en exploitant les ressources pétrolières ». Soucieux des générations à venir, il se désole de cette idée, car « l'exploitation des énergies fossiles ne profite qu'à court terme et impose des coûts énormes aux générations futures ». Il est également contre la privatisation d'Hydro-Québec. De surcroît, il déclare que le gouvernement ne présente « que des intentions et des projets flous ».

« L'exploitation des énergies fossiles ne profite qu'à court terme et impose des coûts énormes

	Bourse de carbone	Taxe carbone
Qu'est-ce que c'est?	Achat de droits d'émission de gaz à effets de serre	Taxe environnementale
Comment?	En participant aux enchères mises en place par le gouvernement	En imposant aux entreprises un coût proportionnel à l'utilisation du CO2
Pourquoi?	Encourager les entreprises à diminuer leurs émissions de GES	Réduire les émissions de dioxyde de carbone

aux générations futures »

Steve Boudreau

Quant à la question de la seule concession allouée au PVA, la taxe carbone, elle semble provoquer de vives réactions au sein de ce parti. Ce dernier aurait souhaité que le gouvernement se montre plus ambitieux, notamment en leur attribuant une bourse du carbone.

La ministre de l'Environnement affirme que « le gouvernement fédéral voulait déjà adopter une

taxe sur le carbone en 2018 ». Donc, le gouvernement actuel se veut seulement plus rapide dans son application. Est-ce réellement ce que l'on peut appeler une concession?

La récente décision de l'ALQ quant à sa coalition avec le gouvernement place le Parti vert l'avenir dans une situation délicate. Hier, dans la soirée, le PVA a annoncé qu'il allait déposer une motion de censure lors du débat



© Radio-Canada

du discours dans l'intention de renverser le gouvernement actuel, les Forces conservatrices du Québec. Qu'est-ce que le PVA pense retirer de cet ultime retournement?

« Sauveur du Québec », mon œil!



Camille Boutin

Chroniqueuse

La place centrale qu'a occupée le pétrole dans le discours d'ouverture de la première ministre Lindsay Jean m'a dérangée, m'a troublée et m'a choquée. Je ne peux concevoir qu'en 2017, on en revienne toujours au pétrole, cette ressource du siècle dernier. La droite tente de nous faire croire que le pétrole est la solution miracle, mais j'ai un autre point de vue.

Le Québec se situe au 32e rang mondial sur près de 200 pays lorsqu'on parle du PIB. À mon avis, on ne fait pas trop pitié, non?

La première ministre justifie la question de l'exploitation pétrolière en affirmant qu'elle « créera plus de richesse au bénéfice de nos familles », mais je me questionne sur la véracité de cette affirmation. La majorité des profits sera empochée par les compagnies pétrolières et il ne restera plus rien pour les familles. De plus, elle n'a appuyé ses dires sur aucun fait, et un impact positif vaut-il une demi-douzaine d'impacts négatifs? Madame Jean a aussi établi un lien de causalité douteux entre la dette du Québec et la façon dont on a profité de la ressource pétrolière dans les dernières décennies. Est-ce vraiment parce qu'on a peu exploité l'or noir que le Québec est endetté? Peut-on même aller jusqu'à

dire que le Québec est pauvre, comme l'a laissé croire la première ministre? Il faut ouvrir les yeux. Le Québec se situe au 32e rang mondial sur près de 200 pays lorsqu'on parle du PIB. À mon avis, on ne fait pas trop pitié, non?

Ajouter que les pipelines sont un moyen de transport « des plus sécuritaires », c'est aussi une grave erreur.

Camille Boutin

Aveugle

Madame Jean nous demande aussi d'accorder notre pleine confiance aux entreprises expertes dans le domaine, entreprises qui sont payées par le gouvernement pour faire des études sur la réalisation d'un projet de pipeline, par exemple. Il m'est bien difficile d'offrir aveuglément ma confiance à des entreprises qui ne risqueraient jamais de mordre la main qui les nourrit. Advenant le cas où le résultat de leurs recherches contredirait la position du gouvernement, qu'arriverait-il? Il ne suffit que de penser aux nombreuses campagnes de promotion concernant la cigarette qui ont circulé au Québec au siècle dernier. Les compagnies affirmaient que leur produit était bon pour la santé alors qu'aujourd'hui, nous savons très bien que la cigarette est mortelle et qu'elle est la cause directe de 33 % des cas de cancer au Québec, selon le site Québecsanstabac.

Ajouter que les pipelines sont un

moyen de transport « des plus sécuritaires », c'est aussi une grave erreur. On ne pourra jamais avoir la certitude qu'un pipeline sera sécuritaire. Les conclusions tirées sur le site du registre des interventions

d'Urgence-Environnement en sont la preuve. Pour l'année 2016, il y a eu, en moyenne, entre 3 et 6 déversements de produits pétroliers au Québec chaque mois. Qu'on me dise que les pipelines sont sécuritaires! En sommes-nous à détruire notre environnement, le milieu dans lequel on vit pour mettre de l'argent dans nos poches?

Sommes-nous prêts à sacrifier Anticosti, parce que la Gaspésie a mi-

raculeusement été sauvée par le « courage légendaire » de l'Alliance libérale du Québec?

Ce qui m'a le plus dérangée dans le discours de la première ministre, c'est son double jeu. Dans son discours, elle ose dire qu'elle n'a « pas oublié les préoccupations des Québécois à l'égard de l'environnement ». Madame Jean, votre vision d'un environnement « sain » m'inquiète. Ne dites pas que vous avez à cœur les enjeux environnementaux alors que vous êtes prête à souiller le Québec en entier pour une poignée de dollars.



© Radio-Canada

Un simulacre traditionnel



Gabrielle Bédard
Journaliste

Hier, l'élection pro forma du président, M. Ali Aziez, et des vice-présidents, M. Hubert Couture et Mme Eve Leblanc, a eu

lieu lors de la première séance de la 25e législature du Forum étudiant.

Conformément à la tradition, le président a fait mine de résister aux trois chef(fe)s des partis qui l'emmenaient « de force » à son trône.

Ce simulacre de résistance prend origine dans le passé : jusqu'au

XVIIe, occuper le poste de la présidence demandait à l'élu de transmettre les messages et les décisions de la Chambre des communes à la Couronne. Une position risquée, car il pouvait y subir des châtiments du monarque. Il s'agit d'une coutume soulevant des questions sur les origines monarchiques du système politique québécois.

Les maux dits



Camille Champagne-Tremblay

Journaliste

Docteur, j'ai mal.

Ce matin, je voyais en noir et blanc; est-ce parce que je suis tombée sur la tête? Ou bien c'est peut-être parce que la première ministre nous a annoncé qu'elle avait le projet de créer une escouade de profilage politique au sein de la Sûreté du Québec. Nous sommes retournés tellement loin dans le passé que j'ai failli perdre mon droit de vote.

En 2015, la Commission des droits de la personne a accepté la plainte de 36 manifestant(e)s qui ont été victimes de profilage politique lors d'une manifestation féministe pacifique contre la hausse des droits de scolarité en 2012. Elle les défendra devant le Tribunal des droits de la personne. Même après tout cela, la première ministre lance une bombe rétrograde. Je pensais que j'étais guérie.

Le profilage politique est discriminatoire et fait obstacle au dévelop-

pement d'une société civile en santé. De nombreux journalistes pourraient être mis sous enquête et risquer de perdre leur emploi. Les gens auront de plus en plus de difficulté à manifester. J'ai mal à ma démocratie, docteur.

À Montréal, il existe déjà le GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes). Cette organisation fait partie de la Division du crime organisé. Alors si j'ai bien compris, docteur, les gens qui pensent différemment de la masse devraient être sous surveillance parce qu'ils seraient supposément dangereux? Ouch.

Et Lindsay Jean compte intégrer une escouade semblable à l'ensemble du Québec? Donnez-moi de la cortisone, docteur, j'en peux plus.

Camille Champagne-Tremblay

Je pense que le gouvernement a peur. Il voit bien que la population

peut être dangereuse. Quand elle réfléchit, elle est forte. Vous saviez qu'en Bolivie, en 2000, le gouvernement voulait privatiser l'eau et que la population était tellement en désaccord qu'elle est sortie dans les rues? La population était tellement unie que le gouvernement a dû reculer. Elle n'a pas été vaincue. Peut-être que la première ministre considère qu'une escouade de profilage politique est pertinente étant donné qu'elle tue les contre-mouvements dans leur œuf. Elle permettrait de désunir la population. De discriminer les gens pour leurs opinions. Ces opinions dont nous devrions discuter sur la place publique. J'ai mal à la tête, avez-vous de l'acétaminophène?

Nous refuserions de discriminer les gens pour leur statut socio-économique ou bien par leurs origines ethniques. Pourquoi alors devrions-nous les discriminer pour leurs idées?

Au moment d'écrire ces lignes, j'apprends que le gouvernement s'engage à ne pas instituer un profilage politique. Tout de même, ça ne veut pas dire qu'elle ne remettra pas une proposition semblable sur la table des opérations. Aidez-moi docteur j'ai la nausée je ne comprends plus rien.

Docteur, j'ai peur.

Une parité insaisissable



Gabrielle Bédard

Journaliste

Élection d'une première ministre (1993)

Elle n'était pas féministe (2008)

Recul de la parité ministérielle (2017)

« Les hommes ont le pouvoir! » (1995)

Nombre de ministres presque paritaire (2016)

Les femmes, usuellement plus timides en politique, peinent parfois à percer en milieu majoritairement masculin. Une première ministre, une whip dans la deuxième opposition, deux rédactrices en chef de quotidiens officiels, les femmes ont des rôles clefs au 25^e Forum étudiant. En a-t-il toujours été ainsi?

La toute première édition du Forum étudiant était dirigée par une première ministre. Au cours des 25 dernières années, quatre femmes ont été élues à cette position, ce qui constitue 16% de Forums étudiants sous une gouvernance féminine. L'implication politique féminine est donc réelle, mais la parité en matière de gouvernance est toujours inégale.

En 1992-1993, dans la seconde édition du *Vox populi*, l'équipe de

la rédaction assurait que « la représentation homme/femme au Forum étudiant semble refléter la population du Québec ».

Ainsi, la gent féminine serait en retrait des postes de pouvoir et garderait une influence moindre malgré leur présence accrue.

Gabrielle Bédard

En 1995, un grand titre du *Vox populi* déclare : « Ces messieurs détiennent le pouvoir et ces dames suivent ». Ainsi, la gent féminine serait en retrait des postes de pouvoir et garderait une influence moindre malgré leur présence accrue. À cette législature, on comptait seulement 5 femmes sur 25 ministres.

Bien que la présidente du Forum étudiant de 2008 déclarait : « Non, je ne suis pas féministe », elle affirmait toutefois croire qu'une présence accrue des femmes en politique serait bénéfique pour les débats de société. Cependant, le Larousse définit le féminisme comme étant un « mouvement militant pour l'amélioration et l'extension du rôle et des droits des femmes dans la société ».

Lors de la 24^e législature du Forum, le conseil des ministres était composé de neuf femmes et de onze hommes, phénomène décrit par le *Res Publica* en raison des postes dits stéréotypés attribués aux femmes. En 2016, recul pour la parité ministérielle, 15 hommes et 11 femmes ont des postes de ministre.

Financement aux États-Unis, une démocratie de façade



Antoine Fontaine-Asselin
Journaliste

3 milliards de dollars américains : voilà le coût des dernières élections présidentielles aux États-Unis, la plus chère de l'histoire. En comparaison, l'élection la plus dispendieuse en Europe a coûté environ 87 millions d'euros, soit environ 92 millions en dollars américains selon le taux de change du 10 janvier 2017.

Comment expliquer cette explosion

des coûts? Un changement dans les lois sur le financement des partis politiques autorise les entreprises à participer financièrement aux campagnes électorales. De plus, certains individus créent des sociétés-écrans, déguisées en organismes à but non lucratif, afin de verser de l'argent de façon anonyme aux candidats de leur choix, car les OBNL n'ont pas l'obligation légale de divulguer l'identité des donateurs.

Cette nouvelle façon de faire a entraîné une véritable course à l'argent pour les partis. Désormais, les élus passent plusieurs heures par jour au téléphone pour convaincre les riches de leur verser de l'argent et négligent de lire les projets de loi. Il arrive souvent que ce soit leurs assistants qui les informent du contenu

du projet de loi en chemin, seulement quelques minutes avant le vote.

Mais pourquoi donc? L'argent est devenu le pouvoir. En effet, dans 90% des cas, le candidat ayant dépensé le plus d'argent est celui qui a gagné les élections présidentielles. Il est alors légitime de se demander si la démocratie existe bel et bien aux États-Unis, car ces personnes fortunées, grâce à leurs dons, possèdent par la suite un accès au président élu et peuvent influencer ses décisions en fonction de l'importance des sommes versées. Cette situation est donc préoccupante pour tous les amoureux de la démocratie et mériterait une analyse sérieuse de nos voisins du Sud.

L'équipe du Vox Populi

Camille Champagne-Tremblay : Rédactrice en chef

Gabrielle Bédard : Chef de pupitre

Mathilde Labonté-Cloutier : Éditorialiste

Juliette Lefebvre : Journaliste

Antoine Fontaine-Asselin : Journaliste

Camille Boutin : Chroniqueuse

Joanie Bouchard : Journaliste

